

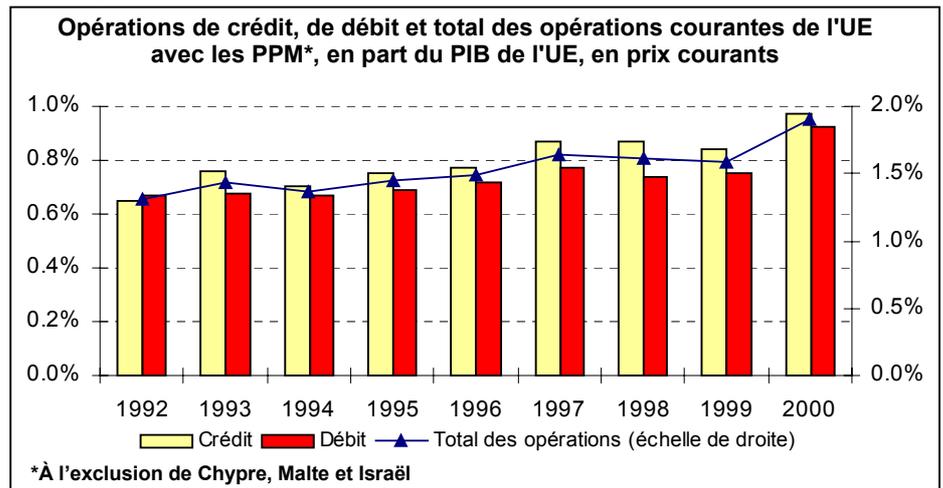
# Les échanges et les investissements de l'UE avec les pays partenaires méditerranéens<sup>1</sup>: vers un partenariat de meilleure qualité?

Paolo Passerini et Luis Biedma

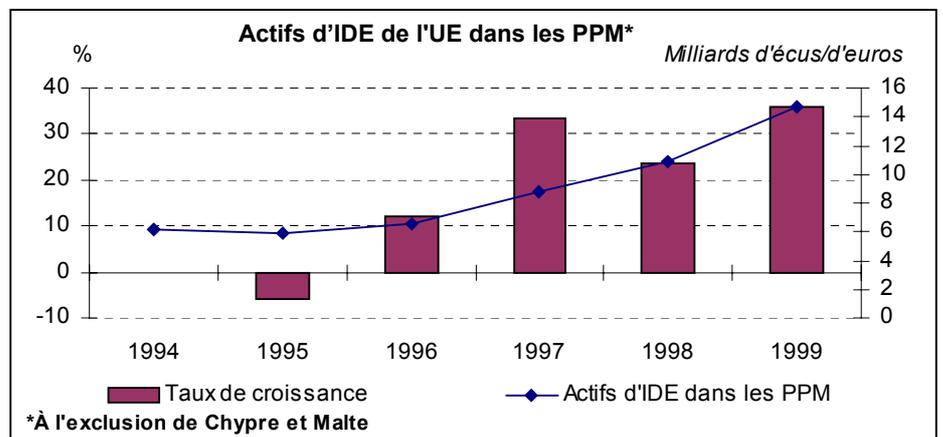
Le processus de Barcelone (1995) marque une nouvelle phase du "partenariat" dans les relations entre l'UE et les douze pays partenaires méditerranéens (PPM)<sup>1</sup>. Par cette initiative, l'UE entend favoriser dans ces pays la libéralisation progressive du commerce ainsi que la création d'un marché plus vaste, renforçant ainsi l'attractivité de la région pour les investisseurs. Elle encourage également les échanges et la coopération au niveau intrarégional.

Le programme MEDA propose des mesures de soutien technique et financier pour la mise en application du processus de Barcelone.

Pour la première fois en trois ans, le total des opérations de l'UE (crédits + débits) avec les PPM a augmenté davantage que le PIB de l'UE en 2000, ce qui se traduit par une plus grande ouverture de l'UE (importations + exportations) en part du PIB à ces partenaires: 1,90% en 2000 contre 1,61% en 1998. Cette reprise coïncide avec la hausse générale du soutien financier de l'UE en leur faveur.



L'évolution des flux d'investissements directs étrangers (IDE) de l'UE semble confirmer l'importance croissante de la région pour les investisseurs directs de l'Union. Les actifs de l'UE y ont augmenté au taux moyen annuel de 19% entre 1994 et 1999, atteignant 15 milliards d'euros à la fin de cette période. Cette évolution s'est poursuivie en 2000, année où l'UE a investi des montants records de capitaux dans les PPM.



## Statistiques en bref

### ECONOMIE ET FINANCES

THÈME 2 – 13/2002

#### BALANCE DES PAIEMENTS

#### Contenu

Les pays partenaires méditerranéens: des relations commerciales régulières avec l'UE.....2

Les échanges de *biens*<sup>2</sup>: la clé de voûte des opérations courantes de l'UE avec les PPM.....2

La balance des *services* de l'UE avec les PPM: un déficit chronique .....3

Les services de *voyages*: un secteur important mais instable pour les PPM..3

Les *transports*: un enjeu important dans l'évolution économique des PPM 4

Services *d'informatique et d'information* dans les PPM: une croissance significative .....4

Les flux d'IDE de l'UE vers les PPM dépassent les 5 milliards d'euros en 2000 .....4

La Turquie, l'Égypte et Israël sont les principaux destinataires des flux d'IDE en 2000 .....5

Investisseurs de l'UE dans les PPM: qui investit où?.....5

Les actifs d'IDE de l'UE dans les PPM ont un rendement de 11% en 2000 .....6



Fin de rédaction: 19.02.2002

ISSN 1024-4301

Numéro de catalogue: KS-NJ-02-013-FR-N

© Communautés européennes, 2002

<sup>1</sup>, Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), Machrek (Égypte, Jordanie, Liban, Syrie, Palestine), Turquie, Israël, Chypre et Malte. Pour des raisons d'indisponibilité, les données sur les échanges de l'UE excluent Chypre, Malte et Israël et les données sur les investissements de l'UE excluent Chypre et Malte.

## Les pays partenaires méditerranéens: des relations commerciales régulières avec l'UE

### Opérations courantes de l'UE avec les PPM<sup>(a)</sup> (millions d'écus/d'euros)

		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Crédit</b>	<b>Opérations courantes</b>	<b>39 237</b>	<b>46 018</b>	<b>44 474</b>	<b>49 478</b>	<b>53 632</b>	<b>63 163</b>	<b>66 107</b>	<b>67 447</b>	<b>83 172</b>
	Biens	29 124	34 586	33 622	37 764	41 367	48 347	51 770	51 070	64 459
	Services	4 897	6 059	6 527	6 600	6 641	8 930	9 120	9 466	10 909
	Revenus	4 753	5 084	4 033	4 595	4 713	4 942	4 335	6 037	6 893
	Transferts courants	206	288	290	518	909	941	880	875	912
<b>Débit</b>	<b>Opérations courantes</b>	<b>40 099</b>	<b>40 946</b>	<b>42 433</b>	<b>45 628</b>	<b>49 676</b>	<b>56 344</b>	<b>56 565</b>	<b>60 142</b>	<b>78 768</b>
	Biens	24 629	23 974	24 952	26 443	28 417	32 668	33 927	35 960	50 718
	Services	8 389	9 224	9 245	9 697	10 819	12 641	12 223	12 735	15 597
	Revenus	2 069	2 221	2 638	3 054	4 470	5 078	4 577	5 390	6 083
	Transferts courants	4 986	5 529	5 594	6 437	5 970	5 955	5 837	6 060	6 371
<b>Solde</b>	<b>Opérations courantes</b>	<b>-862</b>	<b>5 072</b>	<b>2 040</b>	<b>3 850</b>	<b>3 955</b>	<b>6 818</b>	<b>9 541</b>	<b>7 305</b>	<b>4 404</b>
	Biens	4 494	10 611	8 670	11 321	12 950	15 679	17 844	15 110	13 741
	Services	-3 491	-3 164	-2 718	-3 096	-4 178	-3 711	-3 103	-3 269	-4 688
	Revenus	2 683	2 863	1 395	1 541	243	-136	-241	648	810
	Transferts courants	-4 780	-5 241	-5 304	-5 919	-5 061	-5 015	-4 957	-5 185	-5 459

(a) À l'exclusion de Chypre, Malte et Israël

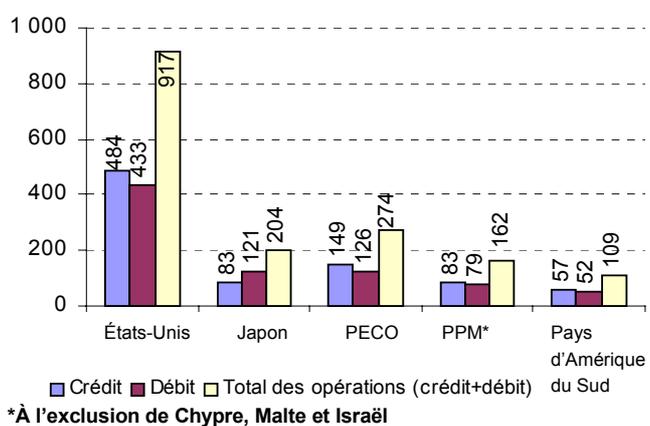
L'augmentation des opérations courantes totales de l'UE avec les PPM en 2000 (27% contre 4% l'année précédente) a coïncidé avec une montée en flèche des opérations courantes totales extra-UE (26% en 2000 contre 6% en 1999). Ce parallélisme explique pourquoi la part des PPM dans le total des opérations courantes extra-UE est restée inchangée, à 5%, depuis 1992 (161,9 milliards d'euros en 2000).

Au cours de la même période, les parts respectives du Machrek, du Maghreb et de la Turquie dans les opérations totales extra-UE n'ont pas bougé, ce qui illustre la remarquable stabilité du partenariat euro-méditerranéen. Ainsi, la part du Machrek est restée à 1% et celle du Maghreb et de la Turquie ont représenté respectivement 2% du total des opérations courantes extra-UE.

Au niveau international, les PPM se placent loin derrière les États-Unis qui ont totalisé 29% de ces transactions en 2000 (917 milliards d'euros).

Cette hausse des opérations courantes de l'UE avec les PPM est due à l'accroissement des importations de l'UE à partir de ces pays, qui sont passées de 60,1 milliards d'euros en 1999 à 78,8 milliards d'euros en 2000, progressant ainsi de 31%. La balance des opérations courantes de l'UE avec cette

#### Opérations courantes extérieures de l'UE (crédit, débit et total) avec des partenaires sélectionnés, en 2000 (milliards d'euros)



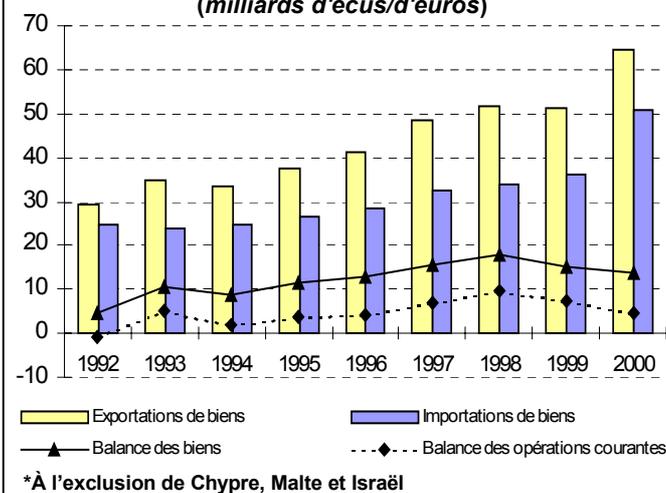
région a donc fléchi de 2,9 milliards d'euros par rapport à 1999 pour s'établir à 4,4 milliards d'euros (2000).

#### Les échanges de biens<sup>2</sup> : la clé de voûte des opérations courantes de l'UE avec les PPM

L'évolution des échanges de biens, détermine habituellement, compte tenu de leur poids considérable, l'évolution de la balance des opérations courantes. Cela se vérifie tout particulièrement pour les PPM, où les échanges de biens atteignent 71% des opérations courantes totales de l'UE en 2000. Le fait que la balance courante de l'UE avec les PPM baisse proportionnellement à la contraction de l'excédent des échanges de biens de l'UE confirme la règle. En effet, depuis 1998, le solde de la balance des échanges de biens de l'UE avec les PPM a reculé de 4,1 milliards d'euros, pour s'établir à 13,7 milliards d'euros en 2000.

Cette situation s'explique par l'augmentation significative des importations communautaires de biens en provenance des PPM (+41% en 2000). Cet essor peut être imputé en partie à la hausse continue du prix du pétrole. En effet, le prix moyen du pétrole en 2000 (29 dollars le baril) a augmenté d'environ 50% par rapport à 1999. Les termes de l'échange pour les producteurs de la région se sont donc améliorés de façon considérable, tirant la croissance, en particulier pour les exportateurs nets d'énergie comme l'Algérie, l'Égypte et la Syrie.

#### Balance des échanges de biens et des opérations courantes de l'UE avec les PPM\* (milliards d'écus/d'euros)



<sup>2</sup> Pour de plus amples informations, voir "l'EU-15 et les douze pays partenaires méditerranéens: solides liens commerciaux", Stéphane Quefelec, Statistiques en bref, commerce extérieur, thème 6, Eurostat, 2001.

## La balance des services de l'UE avec les PPM: un déficit chronique

Parmi les projets soutenus par le programme MEDA (à la fois au niveau bilatéral et régional), les infrastructures sociales, les services environnementaux, la coopération industrielle, les services de communication, de transport, l'héritage audiovisuel et culturel occupent une place prédominante. Le secteur des services est donc considéré comme un enjeu important dans le développement du partenariat euro-méditerranéen.

En 2000, les échanges de services ont représenté 16,4% des opérations courantes totales de l'UE avec les PPM.

Au cours de la même année, les importations de services de l'UE à partir des PPM ont atteint 15,6 milliards d'euros (contre 12,7 milliards d'euros en 1999), augmentant ainsi plus rapidement que les importations extra-UE de services (22% pour les PPM contre 18% pour les pays extra-UE). Le déficit des services de l'UE se creuse donc de 1,4 milliard d'euros par rapport à 1999, pour s'établir à 4,7 milliards d'euros en 2000. La balance des services de l'UE avec ces partenaires -traditionnellement déficitaire depuis 1992- a atteint son niveau le plus bas en 2000.

Cette même année, la région contribuant le plus à creuser le déficit était le Machrek -compte tenu de la hausse des importations de l'UE à partir de cette région (+32% par rapport à 1999). Le fait que cette région soit géographiquement plus éloignée de l'Europe que le Maghreb

ou la Turquie pourrait être un inconvénient pour les échanges de services. Pourtant, malgré ce handicap et en raison du poids des importations, la croissance des échanges totaux de services de l'UE a été plus importante en 2000 pour le Machrek (22%) que pour le Maghreb ou la Turquie (18 et 19% respectivement). Ce paradoxe s'explique par l'évolution des services de voyage.

### Principaux composants des échanges de services de l'UE avec les PPM<sup>(a)</sup> (millions d'écus/d'euros)

		1996	1997	1998	1999	2000
<b>Exportations</b>	<b>Services</b>	<b>6 641</b>	<b>8 930</b>	<b>9 120</b>	<b>9 466</b>	<b>10 909</b>
	Transports	1 759	2 462	2 260	2 120	2 727
	Voyages	1 882	2 340	2 419	2 542	3 076
	Autres services	2 930	4 101	4 419	4 803	5 104
	Services non alloués	70	28	22	2	2
<b>Importations</b>	<b>Services</b>	<b>10 819</b>	<b>12 641</b>	<b>12 223</b>	<b>12 735</b>	<b>15 597</b>
	Transports	2 877	3 525	3 381	3 653	4 403
	Voyages	5 548	6 026	5 755	6 008	7 542
	Autres services	2 358	3 057	3 046	3 075	3 651
	Services non alloués	36	34	42	0	1
<b>Solde</b>	<b>Services</b>	<b>-4 178</b>	<b>-3 711</b>	<b>-3 103</b>	<b>-3 269</b>	<b>-4 688</b>
	Transports	-1 119	-1 063	-1 121	-1 533	-1 676
	Voyages	-3 666	-3 686	-3 336	-3 466	-4 466
	Autres services	572	1 044	1 374	1 728	1 453
	Services non alloués	35	-7	-20	2	1

(a) À l'exclusion de Chypre, Malte et Israël

## Les services de voyages: un secteur important mais instable pour les PPM

### Services de voyages de l'UE avec le Maghreb, le Machrek et la Turquie (millions d'écus/d'euros)

		1996		1997		1998		1999		2000	
		Valeur	en %								
<b>Recettes</b>	Maghreb	1049	56	1218	52	1340	55	1342	53	1681	55
	Machrek	417	22	578	25	554	23	640	25	770	25
	Turquie	416	22	544	23	525	22	560	22	625	20
	<b>PPM<sup>(a)</sup></b>	<b>1 882</b>	<b>100</b>	<b>2 340</b>	<b>100</b>	<b>2 419</b>	<b>100</b>	<b>2 542</b>	<b>100</b>	<b>3 076</b>	<b>100</b>
<b>Dépenses</b>	Maghreb	2430	44	2430	40	2577	45	2801	47	2966	39
	Machrek	1029	19	1144	19	867	15	1408	23	2073	27
	Turquie	2089	38	2452	41	2311	40	1799	30	2503	33
	<b>PPM<sup>(a)</sup></b>	<b>5 548</b>	<b>100</b>	<b>6 026</b>	<b>100</b>	<b>5 755</b>	<b>100</b>	<b>6 008</b>	<b>100</b>	<b>7 542</b>	<b>100</b>

(a) À l'exclusion de Chypre, Malte et Israël

L'industrie du tourisme est une source de revenus très importante mais fragile pour la zone des PPM. En Égypte, par exemple, les recettes du tourisme ont représenté en 2000 19% du total des recettes du commerce extérieur et 37% du total des recettes dans le secteur des services. Le fait que les touristes européens soient plus enclins à visiter les PPM que l'inverse explique le déficit chronique de l'UE avec ses partenaires. Depuis 1998, celui-ci a augmenté de 1,1 milliard d'écus/euros, pour atteindre - 4,5 milliards d'euros en 2000.

Le déficit de la balance des voyages de l'UE avec les PPM contribue largement à celui du secteur des services, tous deux aggravés par la croissance des importations. En effet, parmi les importations communautaires de services en provenance de ces partenaires, les voyages ont enregistré la plus forte hausse en 2000 (+26%), passant de 6,0 milliards en 1999 à 7,5 milliards. Les importations de transports et d'autres services ont augmenté quant à elles de 21% et 19% respectivement.

Du côté des importations, le Maghreb et la Turquie restent les principaux partenaires de l'UE en 2000. Du fait de sa proximité avec l'Europe, le Maghreb représente la plus grande part (39%) des dépenses de voyages de l'UE dans les pays MEDA (3 milliards d'euros).

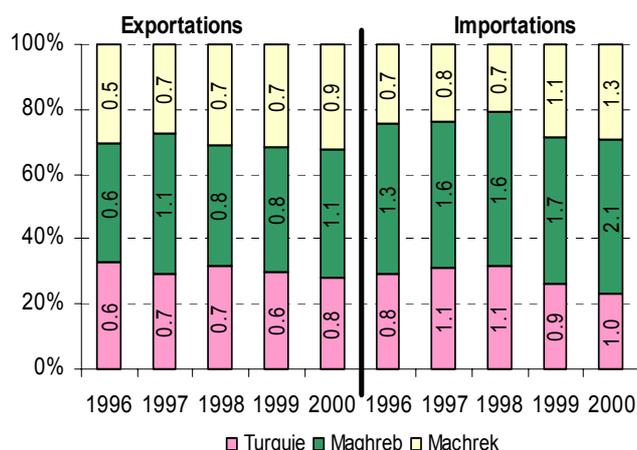
Les dépenses de l'UE relatives aux voyages à destination de la Turquie atteignent 2,5 milliards d'euros, ce qui correspond à une augmentation de 704 millions d'euros par rapport à 1999. La Turquie représente 33% des dépenses de voyages UE dans les PPM et le Machrek, de nouveau en retrait, 27%.

Cependant, la situation est sensiblement différente du côté des exportations vers le Maghreb, toujours en tête dans les recettes de voyages de l'UE à partir des PPM, avec une part de 55%. À compter de 1996, la part du Machrek (25%, soit 0,8 milliard d'euros) dépasse celle de la Turquie (20%, soit 0,6 milliard d'euros) en 2000.

En conséquence de l'évolution des services des voyages, le déficit de la balance des transports de l'UE s'est creusé de 613 millions d'écus/d'euros depuis 1997, pour atteindre -1,7 milliard d'euros en 2000.

Cette tendance à la baisse s'accompagne d'une nouvelle pondération régionale des régions et PPM. Les importations communautaires de services de transports à partir de la Turquie ont augmenté de 7%, passant de 0,9 milliard d'euros en 1999 à 1 milliard d'euros en 2000. Malgré cette progression, la part de la Turquie dans les importations UE de services de transports avec les PPM a reculé brutalement de 9 points de pourcentage depuis 1998 pour atteindre 23% en 2000. Au cours de la même période, le Maghreb a tiré parti de la régression de la Turquie pour s'établir à 29%, si bien que sa part augmente de 8 points. La part du Maghreb est restée assez stable, à 48%, en 2000. Les exportations communautaires de services de transport vers les PPM considérés dans leur ensemble ont totalisé 2,7 milliards d'euros, ce qui représente 4% des exportations extra-UE de services de transport. Cette part était de 6% pour les importations, soit 4,4 milliards d'euros. Ces pourcentages sont restés inchangés depuis 1992.

**Pondération régionale des PPM\* dans les échanges de services de transports de l'UE (milliards d'écus/d'euros)**



\*À l'exclusion de Chypre, Malte et Israël

**Services d'informatique et d'information dans les PPM: une croissance significative**

Les services d'informatique et d'information font partie des services que l'UE aimerait promouvoir avec les PPM. Ils n'ont représenté que 2% du total des exportations de l'UE dans le secteur des services vers les PPM en 2000. Les exportations de l'UE dans ce secteur ont néanmoins enregistré une augmentation moyenne annuelle de 56% depuis 1995,

atteignant 216 millions d'euros en 2000. Encourageant cette tendance, le programme EUMEDIS (dans le cadre du processus de Barcelone) vise à développer l'interconnexion des réseaux en vue de renforcer les activités liées aux technologies de l'information qui contribuent au développement économique.

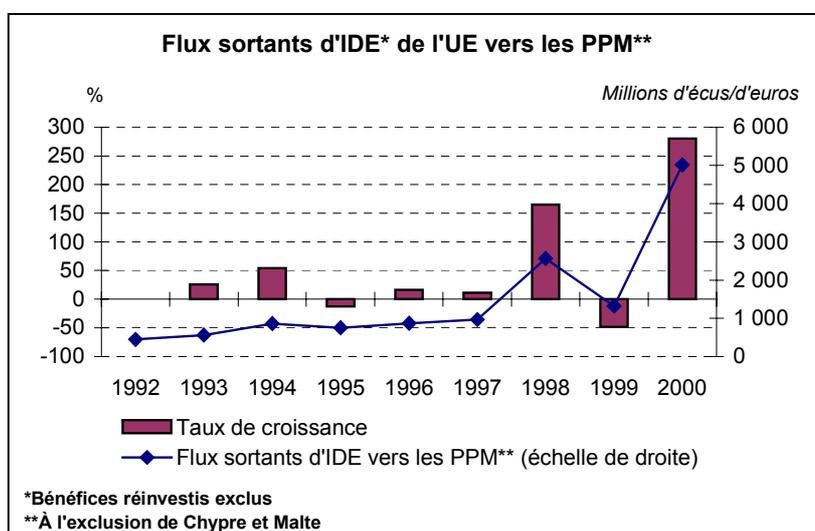
**De MEDA à MEDA II**

En 2000, soit cinq ans après leur lancement, le processus de Barcelone et son programme MEDA ont été revus en profondeur. Le Conseil a adopté une modification majeure au règlement MEDA (MEDA II), prévoyant une approche de programmation stratégique au niveau de l'ensemble de la région MEDA et intégrant les accords bilatéraux avec chaque pays dans un cadre plus général.

Au cours de la période 2000-2006, le Conseil a décidé de doter le programme MEDA de 5,3 milliards d'euros. Bien que l'enveloppe Euromed de la Banque européenne d'investissement atteigne 6,4 milliards d'euros pour la même période, la banque s'est engagée à dégager 1 milliard d'euros supplémentaire pour les projets transnationaux.

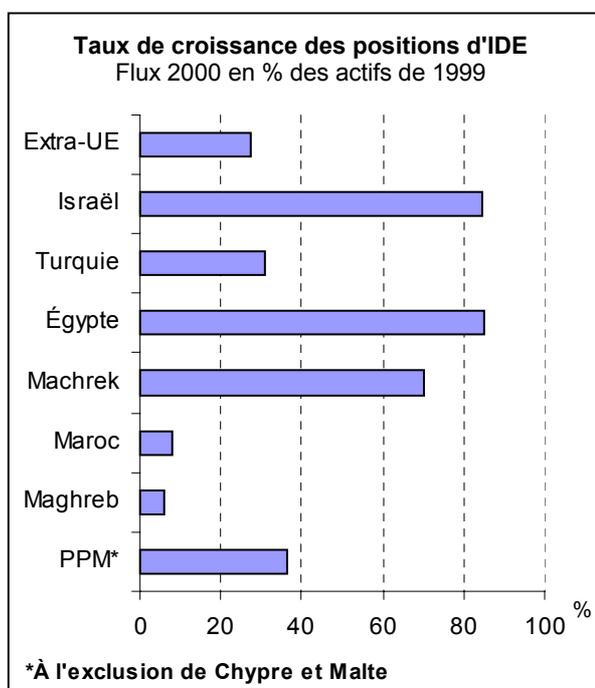
La coopération bilatérale avec neuf pays partenaires méditerranéens a représenté environ 82% des engagements MEDA 2000 (719,3 millions d'euros). La coopération régionale (canalisée vers les douze partenaires méditerranéens) a absorbé 16,7% (142,7 millions d'euro) de ces crédits. Il existe un accord-cadre MEDA avec tous les partenaires méditerranéens depuis 2000.

**Les flux d'IDE de l'UE vers les PPM dépassent les 5 milliards d'euros en 2000**



Si on compare le taux de croissance moyen de la première moitié des années 90 (22%) avec celui de la deuxième moitié (84%), il apparaît que l'importance des PPM en tant que destinataires des flux d'IDE de l'Union augmente rapidement. La progression des IDE communautaires vers le groupe des PPM a été progressive les deux premières années de la procédure de Barcelone et plus brutale par la suite.

Le contexte général est marqué par la progression continue du total des actifs d'IDE extra-UE à un taux annuel de 27%, qui succède à l'essor des investissements directs amorcé en 1997. L'augmentation des IDE de l'Union dans les PPM a commencé en 1998 et - tirée par des investissements considérables en Turquie et en Égypte - a atteint des niveaux records en 2000, où le taux d'accroissement des stocks s'est hissé à 36%.



**Fux d'IDE de l'UE avec les PPM<sup>(a)</sup> (capital social et autres types de capitaux), 1992-2000**

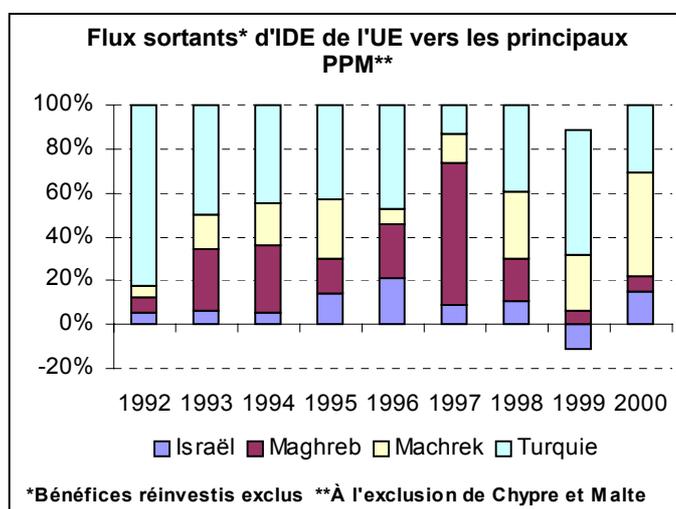
(millions d'écus/d'euros)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
PPM	422	526	818	642	691	881	2 295	1 515	4 249
Turquie	367	279	389	320	416	126	1 006	979	1 520
Maghreb	32	157	264	119	218	623	504	109	326
Maroc	74	150	229	25	176	448	88	248	210
Machrek	22	90	164	203	57	132	785	426	2 403
Égypte	-17	32	53	113	52	39	541	390	2 104
Israël	23	35	46	108	181	87	268	-195	771

(a) À l'exclusion de Chypre et Malte

**La Turquie, l'Égypte et Israël sont les principaux destinataires des flux d'IDE en 2000**

La Turquie a été le principal bénéficiaire tout au long des années 90 et a absorbé, en moyenne de ces trois dernières années, 48% des flux d'IDE de l'Union destinés aux PPM. L'Égypte, pour sa part, n'est devenue une destination attrayante pour les investisseurs européens qu'en 1998, mais était la favorite en 2000, tirant à elle la moitié des capitaux investis dans l'ensemble du groupe. 2000 a également été une année faste pour les investissements à destination d'Israël, où les IDE de l'Union ont atteint le niveau encore inégalé de 771 millions d'euros. Les chiffres indiquent toutefois que les pays du Maghreb (et le Maroc en particulier) perdent de leur attrait aux yeux des investisseurs européens. Quoiqu'encore importante en termes de stocks (voir section suivante), la part des flux annuels investie dans les pays du Maghreb a diminué de façon continue ces dernières années.



**Investisseurs de l'UE dans les PPM: qui investit où?**

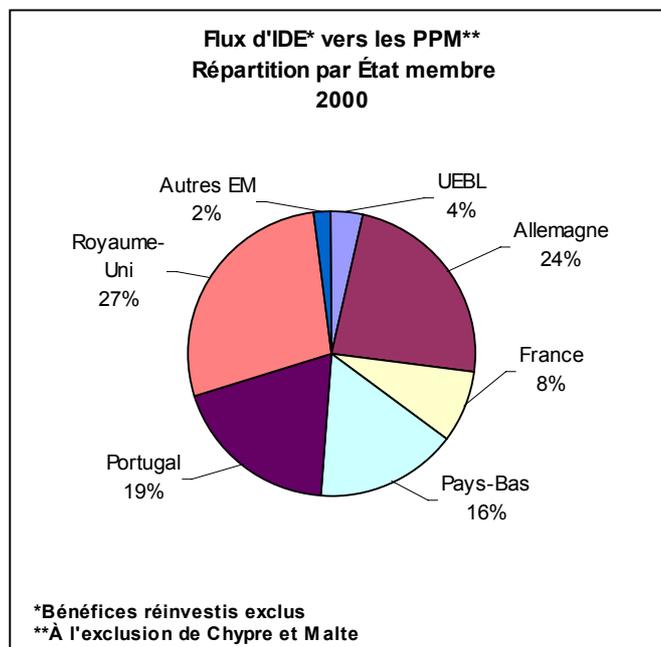
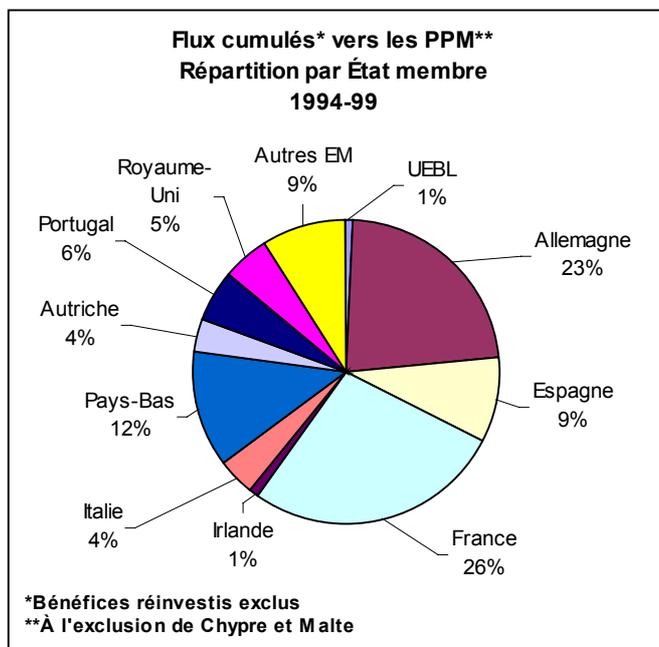
Fin 1999, les actifs d'IDE entre les mains des investisseurs directs de l'Union européenne atteignaient 15 milliards d'euros dans les PPM, soit 1,24% de l'ensemble des avoirs d'IDE détenus par l'Union à l'étranger. Les investisseurs français, néerlandais, britanniques et allemands étaient les principaux fournisseurs d'IDE vers les PPM fin 1999 (9,7 milliards d'euros ou environ 66% du total des actifs de l'UE). La Turquie a absorbé la plus grande part (33%) des capitaux placés dans le groupe des PPM par les investisseurs de l'UE. La France a concentré 70% de ses investissements PPM rien que dans les pays du Maghreb.

**Actifs d'IDE de l'UE dans les PPM<sup>(a)</sup> fin 1999 (millions d'euros)**

	Extra-UE	PPM	Maghreb	Maroc	Machrek	Égypte	Turquie	Israël
<b>UE</b>	1 186 989	<b>14 739</b>	5 481	2 644	3 421	2 473	4 926	911
<b>(%)</b>		<b>100</b>	37	18	23	17	33	6
<b>dont:</b>								
France	137 020	<b>3 797</b>	2 664	1 220	418	252	698	17
Pays-Bas	122 814	<b>2 020</b>	120	78	1 134	:	766	:
Royaume-Uni	439 418	<b>2 171</b>	66	64	1 036	838	743	327
Allemagne	199 067	<b>1 738</b>	345	126	286	221	968	139
Portugal	8 340	<b>442</b>	442	264	0	0	0	0
Autres EM <sup>(b)</sup>	280 331	<b>4 570</b>	1 844	891	547	1 162	1 751	428

(a) A l'exclusion de Chypre et Malte

(b) Les "Autres EM" correspondent à la différence entre l'agrégat estimé de l'UE et la somme des pays déclarants sélectionnés



En 2000, les entreprises européennes les plus actives dans la zone des PPM sont britanniques (27% ou environ 1,4 milliard d'euros)<sup>3</sup>, allemandes (24% ou 1,2 milliard d'euros), portugaises (19% ou 937 millions d'euros) et, dans une moindre mesure, néerlandaises (801 millions d'euros). Globalement, ces quatre pays ont investi 86% du total des IDE communautaires destinés aux PPM.

Dans les années 90, les investisseurs allemands se sont intéressés principalement à la Turquie; en 2000, ils y ont investi près de 80% (807 millions d'euros) de leurs flux totaux destinés aux PPM. Cependant, cette même année, leur regain d'intérêt pour les pays du Machrek se confirme, après

un fort désengagement les cinq premières années de la décennie. En moyenne, au cours de la période 1998-2000, les investisseurs allemands ont placé 17% de leurs flux destinés aux PPM dans des pays du Machrek.

Les flux d'IDE portugais étaient dirigés exclusivement vers le Maroc jusqu'en 1999, mais les investisseurs portugais ont changé de cap pour la première fois en 2000, investissant 500 millions d'euros en Égypte - soit plus de 54% de leurs flux extérieurs totaux vers les PPM. Le Maroc n'a attiré que 5% (47,4 millions d'euros), les 46% restants revenant aux pays du Maghreb dans leur ensemble.

#### Les actifs d'IDE de l'UE dans les PPM ont un rendement de 11% en 2000

En 2000, les actifs d'IDE de l'UE dans les PPM ont généré des revenus d'un montant de 1,7 milliard d'euros. La Turquie était la principale source avec 38%, les pays du Machrek et du Maghreb totalisant respectivement 46% et 14%.

#### Revenus des IDE de l'UE dans les PPM<sup>(a)</sup>, 1998-2000 (millions d'écus/d'euros)

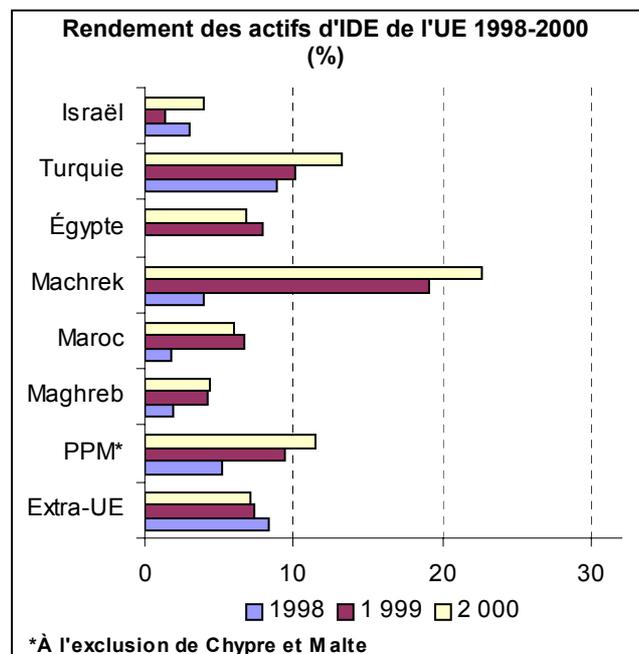
	Revenu				Actifs			Rendement des actifs (%)		
	1998	1999	2000	(%)	1997	1998	1999	1998	1999	2000
Extra-UE	55 551	61 231	83 728		666 588	825 249	1 186 989	8	7	7
<b>PPM</b>	<b>456</b>	<b>1 016</b>	<b>1 693</b>	<b>100</b>	<b>8 772</b>	<b>10 842</b>	<b>14 739</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>11</b>
Maghreb	53	158	236	14	2 816	3 691	5 481	2	4	4
dont Maroc	26	126	160	9	1 493	1 896	2 644	2	7	6
Machrek	78	448	772	46	1 985	2 350	3 421	4	19	23
dont Égypte	-104	115	168	10	608	1 457	2 473	-17	8	7
Turquie	312	398	648	38	3 507	3 935	4 926	9	10	13
Israël	14	12	36	2	465	866	911	3	1	4

(a) À l'exclusion de Chypre et Malte

<sup>3</sup> Les chiffres indiqués entre parenthèses concernant le Royaume-Uni incluent les bénéfices réinvestis. Les données confirment l'importance des investisseurs britanniques dans les PPM; au cours des deux dernières années (1999-2000), le Royaume-Uni a placé d'importants investissements dans la zone Machrek, avec une nette préférence pour le segment "commerce" du marché égyptien.

Un indicateur grossier de la rentabilité des actifs d'IDE est le taux de rendement des positions d'investissement direct. Pour 2000, cet indicateur révèle qu'un investisseur de l'UE plaçant 100 millions d'euros dans l'un des PPM en début d'année, réalise un profit annuel d'environ 11,5 millions d'euros. L'écart entre le taux de rendement des actifs dans les PPM et le taux moyen dans les pays extra-UE s'est resserré de façon significative ces dernières années et notamment en 2000, lorsque la rentabilité des PPM a progressé de près de 2% et que la moyenne extra-UE est restée stable à 7%.

En outre, si on distingue les régions et les pays au sein du groupe des PPM, le taux de rendement des investissements directs de ces deux dernières années indique une forte rentabilité des investissements de l'UE dans les pays du Machrek et en Turquie.



## ➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

Les données utilisées pour le présent numéro de Statistiques en bref proviennent des statistiques d'Eurostat concernant la balance des paiements.

La balance des paiements (BDP) de l'Union européenne est calculée comme la somme des comptes harmonisés de la balance des paiements des quinze États membres. À l'agrégat de l'Union européenne s'ajoute la balance des paiements des institutions de l'Union européenne. Le cadre méthodologique est celui de la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international (FMI).

Le **compte des transactions courantes** enregistre les opérations portant sur les ressources réelles et comporte quatre subdivisions: les *biens*, les *services*, le *revenu* et les *transferts courants*.

Le poste *biens* englobe les marchandises générales, l'or non monétaire, les biens importés ou exportés pour transformation, les réparations de biens et les achats de biens dans les ports par les transporteurs. Pour le calcul de la balance des paiements, tant les exportations que les importations s'entendent franco à bord (fab). La rubrique des **voyages** couvre les biens et services fournis par une économie aux voyageurs au cours d'un séjour de moins d'un an sur le territoire de cette économie. Cela exclut le transport international de voyageurs, qui relève des services rendus aux passagers, à classer dans les **transports**.

Les *services* constituent la deuxième grande subdivision du compte des transactions courantes et ce poste comprend trois rubriques: les transports, les voyages et les autres services.

Le poste *revenu* compte deux subdivisions: la rubrique **rémunération des salariés** comprend les salaires, traitements et autres prestations, en numéraire ou en nature, gagnés par les particuliers dans une économie autre que celle dont ils sont résidents. Le **revenu des investissements** enregistre les revenus que les résidents retirent de la propriété d'avoirs financiers étrangers (crédit), ainsi que les revenus que les non-résidents retirent de leurs avoirs financiers investis dans l'économie déclarante (débit). Ce type de revenu inclut les intérêts et dividendes générés par les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Les *transferts courants* sont tous ceux qui ne peuvent être dits transferts de capital; ils modifient directement le niveau du revenu disponible et influent sur la consommation de biens et de services.

Les **investissements directs étrangers (IDE)** sont des investissements internationaux qui reflètent l'intention, pour une entité résidente dans une économie, d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise opérant dans une autre économie. L'intérêt durable implique l'existence de relations à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, et un niveau significatif d'influence de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise. L'entreprise d'investissements directs se définit formellement comme une entreprise constituée ou non en société dans laquelle l'investisseur direct possède 10% ou plus des actions ordinaires ou du nombre de voix (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour une entreprise non constituée en société).

**Flux et positions d'IDE:** Au moyen de flux d'investissements directs, l'investisseur constitue une position d'IDE qui figure dans son bilan annuel. La position d'IDE (parfois appelée stocks d'IDE) se distingue des flux cumulés en raison des réévaluations (variations des prix ou des taux de change et autres ajustements, tels que le rééchelonnement ou l'annulation de prêts, la remise de dettes ou des échanges de dettes contre des actifs ayant des valeurs différentes).

### Bibliographie:

- Rapport annuel du programme MEDA, rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen, 2001.
- Site web Europa: [http://europa.eu.int/comm/external\\_relations/med\\_mideast/euro\\_med\\_partnership](http://europa.eu.int/comm/external_relations/med_mideast/euro_med_partnership).
- Renforcer la coopération euro-méditerranéenne dans les domaines du transport et de l'énergie, communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, 2001.
- Tourisme – Europe, pays d'Europe centrale, pays méditerranéens, chiffres clés 1999-2000, Eurostat, 2001.
- The EUMEDIS Programme – The Euro-Mediterranean information society, Euromed special feature, novembre 2001.
- FDI in the Mediterranean Region: a comparison with CEE experience, S. Alessandrini & L. Resmini, FEMISE, janvier 2000.

# Pour en savoir plus:

- **Les bases de données**  
New Cronos,  
Domaine Thème2/bop/fdi/fdinew and bop/its

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

BELGIQUE/BELGIË	DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA – Roma
<b>Eurostat Data Shop</b> Bruxelles/Brussel Planistat Belgique Rue du Commerce 124 Handelsstraat 124 B-1000 BRUXELLES / BRUSSEL Tel. (32-2) 234 67 50 Fax (32-2) 234 67 51 E-mail: <a href="mailto:datashop@planistat.be">datashop@planistat.be</a> URL: <a href="http://www.datashop.org/">http://www.datashop.org/</a>	<b>DANMARKS STATISTIK</b> Bibliotek og Information Eurostat Data Shop Sejregade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Fax (45) 39 17 30 03 E-mail: <a href="mailto:bib@dst.dk">bib@dst.dk</a> Internet: <a href="http://www.dst.dk/bibliotek">http://www.dst.dk/bibliotek</a>	<b>STATISTISCHES BUNDESAMT</b> Eurostat Data Shop Berlin Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-10178 BERLIN Tel. (49) 1888 644 94 27/28 Fax (49) 1888-644 94 30 E-Mail: <a href="mailto:datashop@destatis.de">datashop@destatis.de</a> URL: <a href="http://www.eu-datashop.de/">http://www.eu-datashop.de/</a>	<b>INE Eurostat Data Shop</b> Paseo de la Castellana, 183 Oficina 011 Entrada por Estébanez Calderón E-28046 MADRID Tel. (34) 91 583 91 67 Fax (34) 91 579 71 20 E-mail: <a href="mailto:datashop.eurostat@ine.es">datashop.eurostat@ine.es</a> URL: <a href="http://www.datashop.org/">http://www.datashop.org/</a>	<b>INSEE Info Service</b> <b>Eurostat Data Shop</b> 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tél. (33) 1 53 17 88 44 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: <a href="mailto:datashop@insee.fr">datashop@insee.fr</a>	<b>ISTAT</b> Centro di Informazione Statistica Sede di Roma, Eurostat Data Shop Via Cesare Balbo, 11a I-00184 ROMA Tel. (39) 06 46 73 31 02/06 Fax (39) 06 46 73 31 01/07 E-mail: <a href="mailto:dipdf@istat.it">dipdf@istat.it</a>
ITALIA – Milano	LUXEMBOURG	NEDERLAND	NORGE	PORTUGAL	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA
<b>ISTAT</b> Ufficio Regionale per la Lombardia Eurostat Data Shop Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 460 Fax (39) 02 80 61 32 304 E-mail: <a href="mailto:mileuro@tin.it">mileuro@tin.it</a>	<b>Eurostat Data Shop Luxembourg</b> BP 1452 L-1014 LUXEMBOURG Tél. (352) 43 35-2251 Fax (352) 43 35-22221 E-mail: <a href="mailto:dslux@eurostat.datashop.lu">dslux@eurostat.datashop.lu</a> URL: <a href="http://www.datashop.org/">http://www.datashop.org/</a>	<b>STATISTICS NETHERLANDS</b> Eurostat Data Shop-Voorburg Postbus 4000 2270 JM VOORBURG Nederland Tel. (31-70) 337 49 00 Fax (31-70) 337 59 84 E-mail: <a href="mailto:datashop@cbs.nl">datashop@cbs.nl</a>	<b>Statistics Norway</b> Library and Information Centre Eurostat Data Shop Kongens gate 6 Boks 8131 Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 21 09 46 42/43 Fax (47) 21 09 45 04 E-mail: <a href="mailto:Datashop@ssb.no">Datashop@ssb.no</a>	<b>Eurostat Data Shop Lisboa</b> INE/Serviço de Difusão Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: <a href="mailto:data.shop@ine.pt">data.shop@ine.pt</a>	<b>Statistisches Amt des Kantons</b> Zürich, Eurostat Data Shop Bleicherweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41) 1 225 12 12 Fax (41) 1 225 12 99 E-mail: <a href="mailto:datashop@statistik.zh.ch">datashop@statistik.zh.ch</a> Internet: <a href="http://www.statistik.zh.ch">http://www.statistik.zh.ch</a>
SUOMI/FINLAND	SVERIGE	UNITED KINGDOM	UNITED STATES OF AMERICA		
<b>STATISTICS FINLAND</b> Eurostat Data Shop Helsinki Tilastokirjasto PL 2B FIN-00022 Tilastokeskus Työpajukatu 13 B, 2/Kerros, Helsinki P. (358-9) 17 34 22 21 F. (358-9) 17 34 22 79 Sähköposti: <a href="mailto:datashop@stat.fi">datashop@stat.fi</a> URL: <a href="http://www.tilastokeskus.fi/tk/kk/datashop/">http://www.tilastokeskus.fi/tk/kk/datashop/</a>	<b>STATISTICS SWEDEN</b> Information service Eurostat Data Shop Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn (46-8) 50 69 48 01 Fax (46-8) 50 69 48 99 E-post: <a href="mailto:infoservice@scb.se">infoservice@scb.se</a> Internet: <a href="http://www.scb.se/info/datashop/p/leudatashop.asp">http://www.scb.se/info/datashop/p/leudatashop.asp</a>	<b>Eurostat Data Shop</b> Office for National Statistics Room 1.015 Cardiff Road Newport South Wales NP10 8XG United Kingdom Tel. (44-1633) 81 33 69 Fax (44-1633) 81 33 33 E-mail: <a href="mailto:eurostat.datashop@ons.gov.uk">eurostat.datashop@ons.gov.uk</a>	<b>HAVER ANALYTICS</b> Eurostat Data Shop 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 USA Tel. (1-212) 986 93 00 Fax (1-212) 986 69 81 E-mail: <a href="mailto:euromdata@haver.com">euromdata@haver.com</a>		

Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):  
Bâtiment Bech Bureau A3/48 • L-2920 Luxembourg • Tél. (352) 4301 33408 • Fax (352) 4301 32649 • e-mail: [eurostat-mediasupport@cec.eu.int](mailto:eurostat-mediasupport@cec.eu.int)

## Pour toute information méthodologique:

Paolo Passerini, Eurostat/B5, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 33754, Fax (352) 4301 33859, E-mail: [paolo.passerini@cec.eu.int](mailto:paolo.passerini@cec.eu.int)  
Luis Biedma, Eurostat/B5, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 34728, Fax (352) 4301 33859, E-mail: [luis.biedma@cec.eu.int](mailto:luis.biedma@cec.eu.int)  
ORIGINAL: Anglais. Federica Silvestrelli et Thomas Deschamps ont effectué le traitement des données et l'analyse statistique.

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: [www.europa.eu.int/comm/eurostat/](http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/) si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'**Office des publications officielles des Communautés européennes**.

2 rue Mercier – L-2985 Luxembourg  
Tél. (352) 2929 42118 Fax (352) 2929 42709  
Adresse Internet: <http://eur-op.eu.int/fr/general/s-ad.htm>  
courrier électronique: [info-info-opoce@cec.eu.int](mailto:info-info-opoce@cec.eu.int)

BELGIQUE/BELGIË – DANMARK – DEUTSCHLAND – GREECE/ELLADA – ESPAÑA – FRANCE – IRELAND – ITALIA – LUXEMBOURG – NEDERLAND – ÖSTERREICH  
PORTUGAL – SUOMI/FINLAND – SVERIGE – UNITED KINGDOM – ISLAND – NORGE – SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA – BALGARIJA – CESHÁ REPUBLIKA – CYPRUS  
EESTI – HRVATSKA – MAGYARORSZÁG – MALTA – POLSKA – ROMÂNIA – RUSSIA – SLOVAKIA – SLOVENIA – TÜRKIYE – AUSTRALIA – CANADA – EGYPT – INDIA  
ISRAËL – JAPAN – MALAYSIA – PHILIPPINES – SOUTH KOREA – THAILAND – UNITED STATES OF AMERICA

## Bon de commande

Je m'abonne à Statistiques en bref pour 1 an (du 1.1.2002 au 31.12.2002):  
(adresses des Data Shops et des bureaux de vente voir plus haut)

- Formule 1:** L'ensemble des 9 thèmes (environ 180 numéros)  
 Papier: 360 EUR  
Langue souhaitée:  DE  EN  FR

- Formule 2:** Un ou plusieurs des 9 thèmes suivants:

- Thème 1 «Statistiques générales»  
 Thème 6 «Commerce extérieur»  
 Thème 7 «Transport»  
 Thème 9 «Science et technologie»

Papier : 42 EUR

- Thème 2 «Économie et finances»  
 Thème 3 «Population et conditions sociales»  
 Thème 4 «Industrie, commerce et services»  
 Thème 5 «Agriculture et pêche»  
 Thème 8 «Environnement et énergie»

Papier: 84 EUR

Langue souhaitée:  DE  EN  FR

Les Statistiques en bref (fichier pdf) peuvent être téléchargés gratuitement du site internet Eurostat. Vous devez simplement vous enregistrer. Pour d'autres formules, veuillez contacter votre Data Shop.

- Merci de me faire parvenir un exemplaire gratuit du «mini-guide Eurostat»(sélection de produits et services Eurostat)  
Langue souhaitée:  DE  EN  FR
- Je souhaite m'abonner gratuitement à «Références statistiques», la note d'information sur les produits et services Eurostat  
Langue souhaitée:  DE  EN  FR
- M.  M<sup>me</sup>  M<sup>lle</sup>  
(SVP écrire en majuscules)  
Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_  
Société: \_\_\_\_\_ Département: \_\_\_\_\_  
Fonction: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Code postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_  
Pays: \_\_\_\_\_  
Tél.: \_\_\_\_\_ Fax: \_\_\_\_\_  
E-mail: \_\_\_\_\_

### Paiement à réception de la facture de préférence par:

- Virement bancaire  
 Visa  Eurocard  
Carte N°: \_\_\_\_\_ Expiration le: \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

**Merci de confirmer votre numéro de TVA intra-communautaire:**  
A défaut, la TVA sera appliquée automatiquement. Aucune note de crédit ne sera établie a posteriori.